



Contribution

« La fraternité au cœur »

La fraternité est un des fondements de notre République, de notre cohésion sociale et du vivre ensemble. La crise sanitaire et la crise économique avec le chômage de masse, l'exclusion, les évolutions des modes de vie, les mutations technologiques, créent des fractures profondes dans le tissu social.

Personne ne doit rester au bord du chemin »

1 français sur 6, vit en dessous du seuil de pauvreté ? Avec un « phénomène inquiétant » : l'augmentation du taux de pauvreté des enfants de moins de 18 ans (+ 0,1% point à 19,6% qui vivent dans des familles monoparentales).

Avec un chômage de longue durée qui frappe plus durement les ménages les plus fragiles

Les pauvres et les précaires ne doivent plus être considérés comme une minorité marginale peu ou prou responsable de leur situation.

La parole des personnes directement concernées par les difficultés sociales enrichit les propositions politiques de leur expertise.

S'assurer que l'ensemble des citoyens bénéficient de ce à quoi ils ont droit, ni plus, ni moins.

Le principe de décloisonnement des politiques sociales : Coordonner les actions des acteurs publics, associatifs et privés autour de l'accompagnement social.

Les ressources premières doivent être redistribuées et permettre que tous les peuples aient un logement, de la nourriture et de l'instruction pour favoriser un travail digne et une harmonisation des relations.

Pour une vraie solidarité et non un profit des ONG et organisations politiques qui profitent financièrement de subventions sur le dos d'un désordre volontaire humain. Désordre organisé afin de déstabiliser le monde au profit d'une minorité financière de lobbyistes et solidarité à objectif aussi financier.

Il ne s'agit pas de reconnaître une fonction plus qu'une autre, chacun contribue au fonctionnement d'une société.

Tout est là il n'y a rien à inventer il y a seulement la volonté de revenir à l'usage et le bon sens et respect de ce qui est créé par la Vie.

La Terre appartient à tous les êtres vivants, il faut apprendre à vivre en synergie respectueuse et non en domination sur les êtres, développer le sens spirituel de nos relations.

Le revenu minimum universel

Nous voulons faire de notre engagement social, une réalité. Pour cela, nous proposons de la mise en place d'un service départemental et national de concertation et de coordination digne de notre société et qui aurait pour finalité de ne laisser personne au bord du chemin et d'articuler l'action publique et associative. Nous pensons qu'il est urgent de mettre en place une garantie minimale d'existence. Sans ressources pour vivre et pour continuer des démarches socioprofessionnelles (bénévolat, activités ou travail, recherche d'un emploi), en se demandant jour après jour si l'on parviendra à boucler les fins de mois, tel est le combat de milliers de citoyenNEs de France depuis 4 décennies.

Plusieurs collectifs en France ont déjà lancé des pétitions mais ils n'ont pas assez de poids et la misère sociale, la maltraitance qui l'accompagne ainsi que les séquelles sur la santé et la société (sécurité sociale, contribuables...) s'accroissent alors davantage.

Nous proposons donc l'instauration du RMU (Revenu Minimum Universel) : un revenu sans condition (ni d'âge, ni d'origine, ni d'accompagnement).

C'est la certitude d'un minimum pour manger et vivre afin de trouver sa place dans la société. La dignité, c'est l'humain.

Mais Il nous faut aussi inventer **UN DIVIDENDE UNIVERSEL** en lieu et place des différentes formes de "revenus d'existence" exposées jusqu'ici. L'idée repose sur le constat que les grandes fortunes actuelles se sont constituées au fil des siècles sur le travail produit par des salariés toujours sous-payés voir réduits à l'esclavage parfois ou encore enrôlés au profit de l'occupant, donc détournées au profit de quelques-uns au détriment de la multitude de tous les autres. Certes ses fortunes ont été pour les plus vertueuses investies dans les moyens de production, mais aussi dans des aventures purement spéculatives ou rentières. Ces investissements sont donc la propriété des générations antérieures qui les a légués aux générations actuelles. Il convient donc que les dividendes versés actuellement à très peu de riches actionnaires le soient à l'ensemble des citoyens présents sur les territoires. Ce "dividende universel" serait ainsi déconnecté de la notion d'un revenu lié au travail ou à la rente et du "non revenu" lié au chômage.

L'agriculture fer de lance pour maintenir des campagnes vivantes et fraternelles

Elle façonne l'économie locale, l'environnement, les paysages de nos territoires. Elle doit permettre à chaque citoyen d'accéder à une alimentation de qualité. La prise de conscience du lien entre celle-ci, la santé et l'environnement est un atout essentiel pour faire évoluer les pratiques et mettre fin à l'agriculture intensive.

L'alimentation pose des questions stratégiques essentielles : sécurité alimentaire et sanitaire, indépendance nationale. Elle n'est pas une marchandise !

Les prix payés aux producteurs doivent couvrir les coûts de production mais aussi assurer un revenu suffisant qui leur permette d'avoir leur pleine place dans la société.

Un tiers de l'eau utilisée en Europe est destinée au secteur agricole. Il y a urgence pour notre planète à modifier l'ensemble de notre système culturelle.

Eviter la récession

- Court-circuiter les banques privées pour financer l'essentiel des dettes publiques,
- Mettre fin au dumping fiscal européen, créer un impôt européen sur les dividendes
- Lutter radicalement contre les paradis fiscaux
- Sécuriser les salariés et les demandeurs d'emploi, lutter contre les licenciements
- Créer une vraie taxe sur les transactions financières
- Lutter contre les délocalisations, imposer le respect des normes sociales et environnementales dans le commerce mondial

Lutter radicalement contre le chômage et la précarité en faisant naître un nouveau modèle de développement

- Réduction du temps de travail (semaine de 4 jours)
- Rationaliser les transports
- Organiser sur le territoire national des pôles industriels écologiques de production.
- Systématiser l'achat de produits agro écologiques via les marchés publics pour la restauration collective
- Recourir à des contrats négociés localement par les collectivités ("circuits courts")
- Remettre en cause la libération des marchés, promue par l'OMC, au profit d'un commerce équitable et plus proche des consommateurs,
- Construire enfin une Europe sociale et démocratique avec un commissaire à la santé.